

Russie-OTAN : le bord du gouffre



Les autorités des zones séparatistes ou sous occupation vont organiser des « référendums » d'annexion par la Russie du 23 au 27 septembre. Vladimir Poutine a annoncé une mobilisation partielle ce mercredi.

Avec Alain Rodier

L'histoire s'accélère. Après les victoires militaires époustouflantes de l'armée ukrainienne sur son ennemi russe en septembre, les autorités des zones séparatistes ou sous occupation en Ukraine ont annoncé des « référendums » d'annexion par la Russie qui devraient se tenir du 23 au 27 septembre. Ces scrutins se dérouleront dans les régions Donetsk et de Lougansk (le Donbass), ainsi que dans les zones occupées de Kherson et de Zaporojie au sud.

Ces « simulacres » électoraux, selon les pays occidentaux, vont permettre d'intégrer ces provinces (dont toute l'étendue n'est pas sous contrôle russe) à la Russie.

Cela change la donne stratégique puisque Moscou va considérer que toute attaque contre ces régions constituera une « agression directe » contre son propre territoire.

Mais même avant le début des processus électoraux qui vont lui donner les mains libres sur le plan de la Constitution russe, Poutine a déclaré le 21 septembre : « J'estime nécessaire de soutenir la proposition [du ministère de la Défense] de mobilisation partielle des citoyens en réserve, ceux qui ont déjà servi [...] et qui ont une expérience pertinente [...] Nous ne parlons que de mobilisation partielle ».

Pour mémoire, la mobilisation générale n'est théoriquement possible en Russie que si un « état de guerre ou de menace imminente » est déclaré ce qui n'est pas le cas actuellement.

Le ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, a précisé que 300.000 réservistes étaient concernés par cet ordre de mobilisation.

Cet ordre est effectif dès mercredi, le décret correspondant ayant été publié sur le site officiel du Kremlin.

Cette mobilisation, impressionnante sur le papier, est très difficile à mettre en œuvre. D'abord, les réservistes occupent des fonctions professionnelles dans le civil. Il va falloir les remplacer ce qui n'est pas impossible mais doit prendre du temps.

Plus difficile, il convient de les équiper et de les intégrer dans des unités existantes. Quand on connaît les difficultés rencontrées par le corps expéditionnaire russe en Ukraine, en particulier sur le plan logistique, il est aisé de mesurer le défi que représente cette montée en puissance. Même si le public est surtout passionné par les militaires de première ligne, il n'en reste pas moins que la logistique reste vitale. Napoléon puis Hitler l'ont payé cher en Russie.

Par ailleurs, Poutine accuse l'Occident d'avoir « dépassé toutes les limites dans sa politique agressive » et de vouloir « affaiblir, diviser et, en fin de compte, détruire notre pays ». Selon lui, l'Occident souhaite « supprimer les centres de développement souverains et indépendants » dans le monde pour se renforcer (on sent là un appel du pied aux dirigeants chinois qui se retrouvent globalement dans la même position mais pour l'instant, ils ne vont pas répondre car ils sont accaparés par les décisions du prochain congrès du PCC qui doit se tenir en octobre).

Poutine a rajouté : « Un chantage nucléaire est aussi utilisé [...] J'aimerais rappeler à ceux qui font ce genre de déclarations que notre pays aussi possède divers moyens de destruction, dont certains sont plus modernes que ceux des pays de l'OTAN.

Il semble pourtant que les pays de l'OTAN n'ont pas émis des menaces de ce type. Cela paraît rejoindre les accusations répétées de « régime nazi » attribuées à Kiev. Pour mémoire, le président ukrainien Volodymyr Oleksandrovych Zelensky est juif.

Par contre, la suite est inquiétante : « Nous utiliserons certainement tous les moyens à notre disposition pour protéger la Russie et notre peuple. Je dis bien tous les moyens ».

À savoir que « protéger la Russie et notre peuple » dépasse largement la guerre en Ukraine. i.

D'ailleurs, le ministre de la Défense Choïgou a été très clair en déclarant que la Russie ne combattait « pas tant l'Ukraine que l'Occident ».

En ce qui concerne le théâtre de guerre ukrainien, Poutine a affirmé que « les objectifs de l'opération militaire ont été et restent inchangés ». Mais la doctrine militaire russe prévoit la possibilité de recourir aux frappes nucléaires si des territoires considérés comme russes par Moscou sont attaqués.

De mémoire, l'auteur n'a jamais rencontré - même durant la Guerre froide - de situation aussi explosive où les « docteurs Folamour » se retrouvent dans les deux camps.

